

COURRIER

de l'Institut du Bosphore

No: 71 – Février 2016



ANALYSE DE LA PRESSE

Février 2016

1. A la une : attentat mené par une autre branche armée du mouvement kurde à Ankara
2. Dossier du mois : la crise syrienne
3. Turquie
4. Union européenne
5. International
6. Economie



redefining / standards

MECENE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33 rue Galilée 75116 Paris T +33 1 44 43 52 54
info@institut-bosphore.org • www.institut-bosphore.org

1. A la une : attentat mené par une autre branche armée du mouvement kurde à Ankara

« Un attentat à la voiture piégée visant un convoi militaire a fait au moins 28 morts et 61 blessés mercredi [17 février] soir en plein centre d'Ankara » à quelques centaines de mètres du Parlement turc. (AFP, 18/02/2016)

Le président Recep Tayyip Erdogan et le Premier ministre Ahmet Davutoglu ont affirmé le lendemain l'implication du PYD dont les YPG sont le bras armé et du PKK dans cet attentat. (AFP, 19/02/2016)

L'attaque a été revendiquée vendredi 19 février par une autre branche armée du mouvement kurde, le groupe TAK (Teyrêbazên Azadiya Kurdistan) ou Faucons de la liberté du Kurdistan, classée sur la liste des organisations terroristes par la Turquie, les États-Unis et l'UE. (LePoint.fr, Quentin Raverdy, 20/02/2016) Selon leur communiqué, cette action a été menée « pour venger les personnes vulnérables tuées » et les « civils blessés » à Cizre et « d'autres attentats pourraient suivre ». (Reuters, 19/02/2016) « Le tourisme est cité comme « une cible majeure » par le groupe qui a aussi revendiqué une attaque à la bombe en 2005 dans la ville balnéaire de Çesme. (LePoint.fr, Quentin Raverdy, 20/02/2016)

« Fondé au milieu des années 2000, [le groupe] tient à marquer sa différence et son indépendance du PKK, bien que ses membres affirment suivre le même leader : Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999. » Selon Sinan Ülgen, directeur du Centre d'études sur les affaires politiques et économiques (Edam) d'Istanbul, « "Même si les membres du TAK arguent qu'ils sont indépendants du PKK (et du PYD, NDLR), ces différentes organisations sont intimement liées, les lignes d'appartenance sont troubles." La différence fondamentale se joue ailleurs : "Elle n'est pas géographique, mais fonctionnelle. Le PKK/PYD utilise le TAK pour les actions lourdes, celles parfois contre des civils. Des actions qui pourraient affecter son image et ses relations à l'international." » (LePoint.fr, Quentin Raverdy, 20/02/2016)

« "PKK-PYD ou Daech, quel que soit le responsable, ces attentats sont évidemment liés à la Syrie et à la politique de la Turquie en Syrie", observe Behlül Özkan, professeur de relations internationales à l'Université de Marmara. » (Le Figaro, Anne Andlauer, 19/02/2016)

« Quatorze personnes ont été inculpés par un tribunal d'Ankara dans la nuit de dimanche à lundi en lien avec l'attentat. » (AFP, 23/02/2016)

« Les ambassadeurs des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Allemagne ont été "invités" au ministère turc des Affaires étrangères pour y être informés des détails de l'enquête, notamment sur l'implication kurde, a indiqué à l'AFP un de ses responsables. » (AFP, 19/02/2016)

« Le kamikaze était arrivé en Turquie sous une fausse identité Le premier nom révélé par le gouvernement après l'attentat était celui de Salih Muhammed Neccar, (...) et présenté comme lié [au YPG], selon le Premier ministre Ahmet Davutoğlu. Une déclaration qui s'appuyait sur l'analyse des empreintes digitales relevées sur le lieu de l'explosion. » (Lepetitjournal.com/Istanbul, Noémie Peycelon, 24/02/2016) « Des tests ADN ont permis mardi [23 février] de l'identifier comme Abdülbaki Sömer, un Turc kurde originaire de Van (est), a annoncé l'agence de presse officielle Anatolie. » (AFP, 23/02/2016)

« Une enquête a aussi été ouverte, visant une élue locale du principal parti prokurde de Turquie, le Parti démocratique des peuples (HDP), Tugba Hezer, qui aurait pris part à la cérémonie d'hommage au kamikaze à Van. "Participer à une cérémonie de condoléances à la mémoire d'un kamikaze, lui rendre hommage, c'est la plus grande trahison de l'humanité qui se puisse concevoir", a jugé le Premier ministre Ahmet Davutoglu. Le HDP est en butte à l'hostilité du gouvernement, qui lui reproche d'être la vitrine politique du PKK. » (AFP, 23/02/2016)

Des spécialistes s'interrogent sur l'attentat

« Seul un service secret lié à un Etat a les moyen d'organiser une opération aussi élaborée » estime (...) Emre Uslu, ancien policier et spécialiste des questions d'intelligence, pointant comme possibles suspects la Russie, la Syrie et l'Iran. L'opposition de gauche, elle, s'interroge. « Cet attentat a pour l'objectif d'encourager la Turquie à entrer en guerre en Syrie », s'inquiète Hikmet Çetinkaya, chroniqueur du quotidien Cumhuriyet. (...) « L'explosion a eu lieu dans le quartier qui s'appelle Etat, sur la rue qui s'appelle Cérémonie. La cible est donc très claire. Ce quartier est théoriquement l'endroit le mieux protégé de la Turquie, avec des dizaines de caméras de surveillance et des policiers et militaires en garde 24 heures sur 24 », relève Metin Gurcan, ancien militaire, spécialiste de sécurité. » (*Libération, Marc Semo, Ragıp Duran, 19/02/2016*)

« L'attaque comporte une charge symbolique puissante. Elle visait des convois militaires et s'est déroulée à deux pas de la place Kizilay, où sont localisés de nombreux ministères, l'état-major des armées et le Parlement. » (*Les Echos, Adrien Lelièvre, 19/02/2016*)

« L'attentat d'Ankara, qui a visé des officiers et des employés civils de l'armée de l'air, à 300 mètres seulement du quartier général des forces armées à Ankara, avait pour objectif de toucher les militaires en plein cœur pour mieux les gagner à l'idée d'une opération terrestre en Syrie, sur laquelle l'état-major est censé avoir le dernier mot. » estime Marie Jégo. (*Le Monde, 19/02/2016*)

« « Que les auteurs de l'attaque d'Ankara soient liés au régime d'Assad, à l'Etat islamique ou liés au PYD (parti politique kurde syrien, NDLR), cela démontre que la politique turque en Syrie fait des dégâts », analyse Soner Cagatay, directeur du programme turc au Washington Institute. « Quatre des cinq attaques les plus meurtrières de l'histoire de la Turquie ont eu lieu ces deux dernières années. Toutes plongent leurs racines dans la guerre civile en Syrie. » » (*Les Echos, Adrien Lelièvre, 19/02/2016*)

L'attaque « pourrait être une forme de riposte après les bombardements de la Turquie sur le PYD, en Syrie, estime pour sa part Sinan Ülgen, président du Center for Economics and Foreign Policy (EDAM). » (*LePoint.fr, Quentin Raverdy, 20/02/2016*)

« L'attentat de mercredi intervient alors que l'artillerie turque bombarde depuis le 13 février les YPG, qui ont profité de l'offensive des forces du régime de Damas dans la province d'Alep (nord), appuyées par les raids aériens russes, pour prendre le contrôle de nouveaux territoires proches de la Turquie. Jeudi soir, les obusiers turcs basés autour de Kilis (sud) ont à nouveau ouvert un feu nourri sur les positions kurdes, a constaté un journaliste de l'AFP. » (*AFP, 19/02/2016*) « L'armée turque bombarde les forces kurdes en Syrie qui, profitant de l'offensive du régime de Damas dans la région d'Alep, ont étendu leur territoire près de la frontière turque. Une menace de taille pour Ankara qui craint de voir un territoire autonome kurde se former au nord du territoire syrien. » (*LePoint.fr, Quentin Raverdy, 20/02/2016*)

Réactions internationales

« Le président français François Hollande a dénoncé un "odieux attentat" (...) Le secrétaire général de l'Otan, dont la Turquie est membre, Jens Stoltenberg, a "fermement condamné" l'attaque. "Nous sommes aux côtés de la Turquie et de son peuple", a déclaré la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini. » (*AFP, 18/02/2016*)

« Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a présenté par téléphone "ses profondes condoléances" à son homologue turc Mevlüt Cavusoglu et l'a assuré du "ferme engagement des Etats-Unis en faveur de leur partenariat avec la Turquie, une alliée de l'Otan, dans la lutte commune contre le terrorisme", selon un communiqué. » (*AFP, 19/02/2016*) Washington a appelé « aussi bien la Turquie que les combattants kurdes en Syrie à la retenue. » (*AFP, 19/02/2016*)

« Le gouvernement d'Ankara accuse les YPG et le PYD d'être des organisations "terroristes" car proches du PKK. A l'inverse, Washington arme ces deux mouvements, à la pointe du combat contre les jihadistes. "L'hypocrisie de ceux qui envoient des armes aux organisations terroristes et nous envoient des messages de condoléances doit cesser", a déploré son vice-Premier ministre Yalçın Akdoğan. » (*AFP, 19/02/2016*)

2. Dossier du mois : la crise syrienne

Ayant salué le projet américano-russe de la trêve, le vice-Premier ministre Numan Kurtulmuş, a affirmé les doutes de son gouvernement sur le succès du processus de la transition politique en Syrie, notamment à cause des opérations militaires russes dans le pays. (Reuters, 23/02/2016) « Le président turc Recep Tayyip Erdogan a, quant à lui, appelé à exclure de la trêve toute les organisations terroristes. (...) "Comme l'EI et Al-Nosra, le PYD (Parti de l'union démocratique, principale formation kurde en Syrie) et le YPG (Unités de protection du peuple, son bras armé), qui sont tout autant des organisations terroristes." » (AFP, 24/02/2016)

« Devant des journalistes à Istanbul, Tayyip Erdgan s'est déclaré déçu que les Occidentaux ne classent pas le PYD (Parti de l'Union démocratique), qu'Ankara voit comme une filiale syrienne du PKK, comme organisation terroriste. Les YPG sont le bras armé du PYD. » (Reuters, 20/02/2016) « "Le PYD est devenu un mercenaire à la solde des projets régionaux de la Russie et sa priorité est de nuire à la Turquie... Le PYD et les YPG ne sont clairement pas les représentants des Kurdes", a déclaré mardi [16 février] Ahmet Davutoglu aux membres du parti au pouvoir réunis au Parlement. » (Reuters, 16/02/2016)

Positions divergentes de la Turquie et de ses alliés occidentaux vis-à-vis des kurdes en Syrie

« La confrontation ouverte entre les Turcs et les YPG provoque l'embarras des pays occidentaux, et en premier lieu des Etats-Unis, qui ont jusqu'à présent vu dans les peshmergas kurdes leurs meilleurs alliés sur le terrain pour combattre l'organisation djihadiste Etat islamique (EI), qui contrôle encore de larges pans de territoire dans le nord-est de la Syrie. » (Reuters, 16/02/2016)

« Ankara a fait état d'une conversation téléphonique d'une heure vingt minutes pendant laquelle le président américain a déclaré à son homologue turc Recep Tayyip Erdogan qu'Ankara avait le droit à l'autodéfense et a exprimé sa préoccupation face à la progression des forces kurdes dans le nord-ouest de la Syrie. Selon la Maison blanche, Barack Obama a dit à son interlocuteur que les miliciens des YPG ne devaient pas chercher à exploiter les gains récents de l'armée syrienne pour s'emparer de nouveaux territoires. Le président américain a toutefois également demandé à Ankara de faire preuve de "retenue" en arrêtant de bombarder en Syrie les positions des YPG, qui luttent contre les djihadistes de l'Etat islamique. » (Reuters, 20/02/2016)

« Dans la journée, le président turc a mis en cause son allié américain en déclarant que des armes fournies par les Américains aux YPG avaient été utilisées contre des civils. Le département d'Etat, qui considère les YPG comme un allié précieux dans la lutte contre le groupe Etat islamique, a répondu que les Etats-Unis n'avaient fourni "aucune arme d'aucune sorte" aux Unités de protection du peuple. (...) Le président turc semblait faire allusion à l'envoi par avion, fin 2014, d'une aide militaire aux combattants kurdes luttant contre l'EI près de Kobani. Le Pentagone avait alors reconnu qu'un des 28 "paquets" alors parachutés avait été récupéré par Daech, ajoutant par la suite qu'il avait détruit cette aide ensuite lors d'une frappe aérienne. » (Reuters, 20/02/2016)

Erdogan reproche «aux Américains d'avoir rejeté son idée de créer une "zone de sécurité" dans le nord de la Syrie. » (AFP, 17/02/2016)

« La Turquie a une nouvelle fois proposé mercredi [17 février] de créer une "zone de sécurité" en territoire syrien, en y incluant cette fois la ville d'Azaz, qu'elle bombarde depuis plusieurs jours pour empêcher les combattants kurdes de Syrie d'en prendre le contrôle. » (AFP, 17/02/2016)

«Les Etats-Unis et l'Otan font la sourde oreille face à cette proposition. Ils estiment qu'une telle zone nécessiterait la création d'une zone d'exclusion aérienne sous contrôle international, ce qui serait susceptible de les mettre directement en conflit avec le président syrien, Bachar al Assad, et ses alliés. » (Reuters, 11/02/2016)

« L'Otan tente d'enrayer l'escalade des derniers jours. "Les Kurdes sont partie prenante du conflit en Syrie, mais aussi en Irak, et ils devraient donc faire partie de la solution", a déclaré le secrétaire général de l'Alliance, Jens Stoltenberg, pendant la conférence internationale sur la sécurité de Munich. Le chef de la diplomatie allemande, Frank-Walter Steinmeier, a de son côté appelé la Turquie et la Russie à désamorcer la crise. (...)

La chancelière Angela Merkel s'est prononcée pour la première fois, lundi [15 février], en faveur de la création d'une zone d'exclusion aérienne dans le nord de la Syrie, le long de la frontière turque, une revendication de longue date d'Ankara qui dit vouloir éviter ainsi l'afflux de réfugiés sur son territoire. Damas et Moscou rejettent cette idée, estimant qu'elle permettrait avant tout aux rebelles de se renforcer.» (*Reuters, 16/02/2016*) « Réagissant à la proposition allemande, le vice-ministre russe des Affaires étrangères Guennadi Gatilov a indiqué mercredi [17 février] qu'un feu vert de l'ONU et du gouvernement syrien est indispensable pour la mettre en place. » (*AFP, 17/02/2016*)

« La France a appelé à la "cessation immédiate des bombardements" en Syrie, par la Turquie dans les zones kurdes et par Damas et ses alliés dans tout le pays, selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères. "La priorité absolue va à l'application du communiqué de Munich et de la résolution 2254 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, comme à la lutte contre Daech" (acronyme arabe de l'Etat islamique), ajoute le communiqué. » (*AFP, 14/02/2016*) « Le président François Hollande et son homologue turc Recep Tayyip Erdogan ont appelé à "une reprise des négociations inter-syriennes", a annoncé la présidence française à l'issue d'un entretien téléphonique entre les deux chefs d'Etat. » (*AFP, 18/02/2016*)

La Turquie s'oppose à la création d'une région autonome kurde à la frontière syrienne

« La confrontation entre le PKK et Ankara est montée d'un cran depuis que les rebelles kurdes syriens du Parti de l'Union démocratique (PYD) gagnent du terrain dans le nord de la Syrie. Profitant de la couverture aérienne russe, les milices armées kurdes (YPG) se sont emparées lundi soir [15 février] de la ville syrienne de Tal Rifaat, située à une vingtaine de kilomètres de la frontière turque.

Leur prochaine étape est Azaz, un gros bourg proche de la frontière avec la Turquie. Le gros de la rébellion anti-Assad, soutenue par Ankara, y est concentré et des dizaines de milliers de déplacés, jetés sur les routes par les bombardements aveugles de l'aviation russe, y ont trouvé refuge. Azaz est « la ligne rouge » à ne pas franchir sous peine de déclencher une riposte de l'armée turque, selon le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu. » (*Le Monde, Marie Jégo, 18/02/2016*)

« Le 14 février, lors d'un échange téléphonique avec le vice-président américain Joe Biden, Ahmet Davutoglu a listé les exigences de son pays, à savoir l'abandon par les Kurdes de toutes les positions conquises ces derniers jours en Syrie, soit la base aérienne de Menagh et les villages alentours, la ville de Tal Rifaat, et l'interdiction formelle de prendre Azaz. La Turquie estime que son intégrité territoriale est menacée par l'avènement d'une région autonome kurde de Syrie qui fatalement renforcera les aspirations autonomistes des Kurdes de Turquie. » (*Le Monde, Marie Jégo, 19/02/2016*)

« Aujourd'hui, nos règles d'engagement consistent à répondre si nécessaire à une attaque armée contre notre pays mais demain, s'il le faut, ces règles pourraient être étendues pour répondre à toute menace", a déclaré Erdogan dans un discours transmis en direct à la télévision. "Personne ne doit en douter. Nous ne permettrons pas l'établissement d'un nouveau 'Qandil' à notre frontière méridionale", a-t-il ajouté, faisant référence aux monts Qandil, dans le nord de l'Irak, où se trouvent des camps des séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). » (*Reuters, 17/02/2016*)

« Les Kurdes de Syrie, qui ne sont alignés ni avec le régime de Damas ni avec la rébellion, cherchent à jouer leurs propres cartes. Leur premier objectif est de relier les zones qu'ils contrôlent dans le nord de la Syrie afin de créer une région autonome unifiée, comme l'ont fait les Kurdes d'Irak. S'ils réussissent, ils réuniraient leurs trois cantons d'Afrine, de Kobané et de Jaziré (nom kurde du canton d'Hassaké). Aussi avancent-ils vers l'Est, à travers le territoire morcelé par les différentes factions de la rébellion, et la zone tenue par l'EI. Déjà, ils contrôlent les trois quarts des 800 km de frontière entre la Syrie et la Turquie. Or,

si leur progression est dans l'ensemble soutenue par les pays engagés dans la lutte contre l'organisation jihadiste dès lors qu'elle se fait à ses dépens, elle est jugée inadmissible par Ankara. » (*Libération, Jean-Pierre Perrin, 15/02/2016*)

« Depuis la création des Forces démocratiques syriennes [FDS] en octobre dernier, les Kurdes ont opté pour une dilution de leur influence dans une coalition de combattants arabes, afin de désarmer la Turquie. "Une grande partie de nos hommes sont membres de l'Armée des révolutionnaires, des rebelles de l'Armée syrienne libre qui nous ont rejoints", soutient Haytham Manna [l'un des responsables des FDS]. [Récemment], un autre groupe de tribus arabes locales, les Révolutionnaires de Raqqa, a rallié les FDS. Mais ce ralliement n'a fait que renforcer la colère de la Turquie. En cinq ans de guerre, les Kurdes ont enregistré d'incontestables succès. "Mais ils ne peuvent pas aller très loin dans leur projet de création d'une entité kurde, prévient un expert. S'appuyer sur des Arabes, cela ne marchera pas." » (*Le Figaro, Georges Malbrunot, 15/02/2016*)

Les critiques sur l'intervention de la Russie en Syrie

« Ankara a accusé (...) Moscou de s'être rendu coupable d'un "crime de guerre" après le bombardement de plusieurs hôpitaux et écoles dans les provinces syriennes d'Alep et Idlib et a promis aux Kurdes "la plus vive des réactions" s'ils tentent à nouveau de s'emparer d'Azaz. (..)

La Russie a rejeté de son côté les accusations d'Ankara, niant être à l'origine des tirs de missiles qui ont tué des dizaines de civils, notamment à Azaz. "Nous n'acceptons absolument pas de telles déclarations, d'autant plus qu'elles n'apportent aucune preuve à de telles accusations sans fondement", a déclaré aux journalistes le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. » (*Reuters, 16/02/2016*) « Le Kremlin (...) a dénoncé en revanche les "actions agressives" de la Turquie en Syrie qui s'apparentent, selon lui, à un soutien "au terrorisme international". » (*AFP, 16/02/2016*)

« Les forces du gouvernement syrien soutenues par les frappes aériennes russes mènent une politique délibérée de nettoyage ethnique autour d'Alep en Syrie, a déclaré mercredi 10 février le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu. "Un des buts des dernières attaques est de mener un nettoyage ethnique. Un nettoyage ethnique en Syrie et à Alep visant à ne laisser derrière que les soutiens du régime est en train d'être mené par le régime syrien et la Russie d'une façon très délibérée", a déclaré le chef du gouvernement turc. » (*Reuters, 10/02/2016*)

Quant à Recep Tayyip Erdoğan, il « a accusé l'Onu de faire preuve d'hypocrisie en demandant à la Turquie d'accueillir les réfugiés sur son territoire alors qu'elle ne fait rien, selon lui, pour arrêter les violences qui les font fuir de Syrie. » (*Reuters, 11/02/2016*)

Le secrétaire d'Etat américain « John Kerry a appelé samedi Moscou à "changer de cibles" militaires sur le terrain. "Aujourd'hui la très grande majorité des attaques russes se concentrent sur les groupes d'opposition légitimes. Pour adhérer à l'accord (sur la trêve), il est essentiel que la Russie change de cibles" en Syrie, a-t-il dit. » (*AFP, 13/02/2016*)

Les bombardements turcs à la frontière syrienne

L'armée turque poursuit le bombardement des positions kurdes à la frontière syrienne et en Irak du Nord. « Le gouvernement de Damas a condamné "les attaques répétées de la Turquie" contre "l'intégrité territoriale de la Syrie", et il a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à "mettre un terme aux crimes du régime turc". Les Etats-Unis ont exhorté dès samedi [13 février] la Turquie à cesser ses tirs d'artillerie contre les forces armées des Kurdes de Syrie, et aussi contre des forces gouvernementales syriennes dans le nord du pays. Sur la même ligne que Washington, Paris a exprimé "sa préoccupation à l'égard de la dégradation continue de la situation dans la région d'Alep et au nord de la Syrie". » (*AFP, 15/02/2016*)

« Les Etats-Unis, l'Union européenne ou la France ont exhorté Ankara à mettre un terme à ces frappes, qui ont rendu très improbable la trêve censée entrer en vigueur cette semaine en Syrie et compliqué un peu plus la recherche d'une solution politique. » (AFP, 17/02/2016)

« Mais le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a rétorqué que les bombardements contre les Kurdes de Syrie allaient se poursuivre. La Turquie "ne permettra pas au PYD de mener des actions agressives. Nos forces de sécurité ont répondu de manière adéquate et continueront à le faire", a déclaré M. Davutoglu lors d'une conversation téléphonique dimanche avec la chancelière allemande Angela Merkel. » (AFP, 15/02/2016)

« Le chef de la diplomatie turque, Mevlüt Cavusoglu, a fait part à son homologue français Jean-Marc Ayrault de son "malaise" après l'appel de Paris en faveur d'un arrêt des frappes turques contre les milices kurdes de Syrie, a-t-on appris mardi [16 février] de source turque. Lors d'un entretien téléphonique [la veille] à sa demande, M. Cavusoglu a fait part à M. Ayrault de son mécontentement après les déclarations françaises et rappelé que la "Turquie combat les éléments terroristes en Syrie", a précisé cette source sous couvert d'anonymat. (...) Selon le Quai d'Orsay, le ministre français des Affaires étrangères a de son côté insisté auprès de son interlocuteur sur la nécessité de "parvenir à une cessation des hostilités et à une reprise des négociations inter-syriennes". M. Ayrault a également indiqué à M. Cavusoglu que "l'objectif commun de la France et la Turquie devait être de faire taire les armes. » (AFP, 16/02/2016)

Suite à l'attentat d'Ankara du 17 février, l'armée turque a multiplié ses raids, visant notamment le nord d'Alep, Tall Rifaat (bastion rebelle tombé aux mains des forces kurdes) ainsi que les montagnes de Qandil en Irak du Nord où sont installées les bases du PKK. (Liberation.fr, Marc Sémo et Ragip Duran, 18/02/2016) (AFP, 16/02/2016)

Au lendemain de l'attentat, le Président Recep Tayyip Erdoğan clamait que « la Turquie n'hésitera pas à recourir à tout moment, à tout endroit et en toute occasion à son droit à la légitime défense » (Liberation.fr, Marc Sémo et Ragip Duran, 18/02/2016) « La Turquie se réserve "le droit de prendre toute mesure contre le régime syrien" », avait fait savoir de son côté le premier ministre, Ahmet Davutoglu. (Le Monde, Marie Jégo, 19/02/2016)

Une opération terrestre de l'armée turque est-elle possible ?

« Alors que la France et les Etats-Unis tentent de freiner l'escalade du conflit en condamnant les bombardements des derniers jours, la Turquie affirme être prête à mener des combats sur le sol syrien. "Si une telle opération devait avoir lieu, elle devrait être menée conjointement, comme l'ont été les frappes aériennes de la coalition" a affirmé Mevlüt Çavuşoğlu au quotidien Hürriyet, en guise d'appel du pied vers les pays de la coalition occidentale. » (Noémie Peycelon Lepetitjournal.com/Istanbul, 19/02/2016)

« Selon le gouvernement syrien, des forces terrestres turques faisaient partie d'un groupe de 100 hommes entrés en Syrie samedi [13 février] à bord de 12 véhicules tout-terrain équipés de mitrailleuses lourdes pour venir en aide aux insurgés. » « Le ministre turc de la Défense, Ismet Yilmaz, a toutefois affirmé que la Turquie n'avait pas envoyé de troupes en Syrie et n'envisageait pas de le faire, contrairement à ce qu'affirme Damas. » (Reuters, 15/02/2016)

« Le gouvernement turc [s'est prononcé le 22 février] en faveur d'une intervention au sol et compte ses maigres soutiens, parmi lesquels l'Arabie saoudite. » (Reuters, 22/02/2016)

« L'engagement accru de Ryad et d'Ankara survient alors que les groupes rebelles soutenus par les deux puissances sunnites ne cessent de perdre du terrain face aux Kurdes mais aussi et surtout face aux forces du régime. L'Iran et la Russie, les principaux alliés de Damas, ont mis en garde ces pays contre l'envoi de troupes en Syrie. "Nous ne permettrons certainement pas que la situation en Syrie évolue conformément à la volonté des "pays rebelles". Nous prendrons les décisions nécessaires le moment

venu", a averti l'adjoint du chef d'état-major des forces armées iraniennes, le général Massoud Jazayeri.» (AFP, 15/02/2016)

«“Pousser la Turquie à entrer et à s'enfoncer dans le borbier syrien, c'est précisément l'intention des auteurs de l'attentat d'Ankara”, avance le politologue Soli Özel. “Washington est conscient de ce risque, qui signifierait non seulement une escalade militaire entre la Turquie et le PYD, mais aussi entre la Turquie et la Russie, abonde Sinan Ülgen.” » (Le Figaro, Anne Andlauer, 18/02/2016)

« Mais une opération terrestre de l'armée turque en Syrie contre le PYD paraît pourtant peu probable. La présence russe en Syrie est le principal obstacle à une telle opération. Maîtresse du ciel dans le nord de la Syrie grâce au déploiement de ses missiles antiaériens S-400, la Russie ne laissera pas de paix à l'aviation turque qui a détruit l'un de ses bombardiers, le 24 novembre 2015. Les militaires turcs savent bien qu'une intervention au sol sans couverture aérienne serait une folie. La capacité d'action de la Turquie est donc limitée. Tout ce qu'elle peut faire, c'est bombarder à l'artillerie les positions des milices kurdes syriennes du PYD depuis son sol. » (Le Monde, Marie Jégo, 19/02/2016)

« En envoyant des troupes en Syrie, la Turquie commettrait une "erreur fatale", estime, en visite à Paris, Kadri Gürsel, analyste et journaliste d'opposition au régime du président Recep Tayyip Erdogan, (...) “Erdogan a très envie d'intervenir en Syrie. Il pense que son pays doit être présent sur le terrain, sinon il ne sera pas présent à la table des négociations, et sera écarté de l'évolution de la situation en Syrie. Mais Erdogan est tombé dans le piège russe. En entrant en guerre (fin septembre) en Syrie pour sauver le régime de Bachar al-Assad, les Russes ont pensé qu'il leur fallait en même temps tenir à l'écart la Turquie. Par des provocations, ils ont forcé les Turcs à abattre un de leurs avions (fin novembre, à la frontière turco-syrienne), ce qui leur a permis ensuite d'interdire de fait tout l'espace aérien aux forces turques (...) Dans ce contexte, une intervention terrestre turque en Syrie serait pour Erdogan une erreur fatale. Et aussi, l'armée turque serait obligée d'occuper le terrain et se trouverait en permanence face à des ennemis, les Kurdes: elle serait vite empêtrée dans un borbier”.» (AFP, 17/02/2016)

« Si la Turquie aurait un projet d'offensive terrestre contre le PYD-PKK dans le nord de la Syrie elle ferait “une erreur monumentale, met en garde Ünal Çeviköz, ancien ambassadeur de Turquie à Bagdad et à Londres. Une offensive contre le PIS [émanation de PKK], aurait pour seul effet d'ouvrir la voie à Daech et serait perçue comme une agression par le régime syrien et ses alliés russes et iraniens, qui ne manqueraient pas de riposter. La Turquie le paierait très cher.” » (Le Figaro, Anne Andlauer, 15/02/2016)

L'attentat d'Ankara du 17 février, «est un tournant. Elle va accélérer la régionalisation du conflit alors que les forces d'Ankara pilonnent à l'artillerie depuis une semaine les milices du PYD dans le nord de la Syrie, qui attaquent à revers les forces de la rébellion mise en déroute au nord d'Alep par les massifs bombardements russes et l'armée du régime. Mais, par ses implications, elle risque de précipiter une très dangereuse escalade entre la Russie et la Turquie, pilier du flanc sud-est de l'Otan. L'article 5 du traité de l'alliance Atlantique impose l'assistance à un état membre victime d'une agression. Toute la question est maintenant de savoir s'il s'agit vraiment d'une agression venue de Syrie. » (Liberation.fr, Marc Sémo et Ragip Duran, 18/02/2016)

« La bataille pour le contrôle d'Alep s'annonce comme le nouvel épice de la guerre en Syrie, grosse de plusieurs conflits – la Russie contre la Turquie, Ankara contre les Kurdes, les Saoudiens contre les Iraniens – (...). L'autre risque d'une telle intervention est de voir le territoire turc déstabilisé. La Syrie n'a jamais reconnu le rattachement de la province du Hatay à la Turquie en 1939. Sans envisager une opération militaire d'ampleur, Damas et Moscou n'auraient aucun mal à déstabiliser le Hatay, d'ores et déjà submergé par les réfugiés et les combattants en déroute. Transformer la région en un nouveau Donbass est à la portée de Moscou qui excelle à la fabrication de “trous noirs”, ces zones de non-droit apparues en Ukraine, en Géorgie (Abkhazie, Ossétie du Sud) et en Moldavie (Transnistrie). » (Le Monde, Marie Jégo, 15/02/2016)

3. Turquie

Les affrontements entre les forces de l'armée et le PKK

Les affrontements entre les forces de l'armée et les terroristes de PKK ont été intensifiés au Sud-Est de la Turquie, en février.

« Des hélicoptères de l'armée turque ont attaqué mercredi [23 février] des positions des séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), tuant douze d'entre eux, dans le sud-est de la Turquie, a-t-on déclaré de source proche des services de sécurité. » (*Reuters, 24/02/2016*)

« Quatre membres du PKK ont trouvé la mort dans le quartier de Sur, à Diyarbakir (...). Dix autres activités du PKK ont été tués dans le district d'Idil, dans la province de Sirnak, limitrophe de la Syrie. » (*Reuters, 22/02/2016*)

Par ailleurs, « un soldat turc a été tué et un autre blessé lors d'un accrochage avec des rebelles kurdes à la frontière syrienne, a annoncé mercredi l'armée turque. L'incident s'est produit mardi soir dans la province de Sirnak, dans le secteur frontalier de Cizre. Le territoire syrien de l'autre côté de la frontière est contrôlé par les Kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD). » (*Reuters - 10/02/2016*)

« L'assaut à Cizre d'un immeuble assiégé depuis plus de deux semaines a entraîné des accusations de massacres. L'opposition parle d'au moins 30 victimes. La télévision turque avait annoncé 60 "terroristes neutralisés", avant que le gouverneur ne revoie le nombre à la baisse. » (*AFP, 09/02/2016*)

« Le leader du parti pro-kurde de Turquie, Selahattin Demirtas, a accusé (...) les forces de l'ordre d'avoir commis un "massacre" contre des civils dans une ville kurde lors d'une opération contre les rebelles du PKK, ce que le gouvernement dément. (...) Le Premier ministre islamo-conservateur Ahmet Davutoglu a catégoriquement démenti toute attaque visant des civils, affirmant que "l'Etat turc lutte seulement contre les terroristes" et "fait tout pour épargner les civils". M. Demirtas a pourtant affirmé que "70 à 90 personnes" s'étaient réfugiées dans le sous-sol en question, attaqué, selon lui, par des tanks. » (*AFP, 09/02/2016*)

« Le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme a appelé lundi [1^{er} février] la Turquie à ouvrir une enquête sur les tirs qui ont visé un groupe de personnes il y a dix jours alors qu'elles n'étaient pas armées dans le sud-est du pays à majorité kurde. Zeid Ra'ad Al Hussein, qui s'exprimait lors d'un point de presse, faisait référence à dix personnes, dont deux politiques de l'opposition, qui ont été la cible de tirs le 20 janvier dernier à Cizre alors qu'elles portaient secours à des blessés de heurts précédents. Le Haut Commissaire a appelé les autorités turques "à respecter les droits fondamentaux de civils lors de ses opérations de sécurité" et à ouvrir "rapidement" une enquête. » (*Reuters, 01/02/2016*)

« La politique d'Ankara vis-à-vis de sa minorité kurde préoccupe également le Parlement européen. Kati Piri, rapporteure de l'assemblée européenne sur la Turquie, qui s'est rendue la semaine dernière à Diyarbakir, a déclaré que les violences devaient cesser. "Il y a de très sérieuses violations des droits de l'homme, et le désespoir des population s'accroît", a-t-elle écrit sur sa page Facebook. "Le dialogue doit reprendre. Nous devons faire le maximum pour éviter une guerre civile en Turquie". Ces propos ont été immédiatement condamnés à Ankara où le ministre des Affaires étrangères, Volkan Bozkir, les a qualifiés de "biaisés". "Madame Piri ne fait pas état dans son texte de toutes les caves et de tous les réseaux d'égoûts transformés en arsenaux par le PKK, des attaques régulièrement commises contre nos forces de sécurité, des dégâts que provoque le PKK dans nos villes ou des milliers de civils sans armes contraints de quitter leur foyer en raison des attaques du PKK contre les écoles, les hôpitaux et même, les ambulances". » (*Reuters, 22/02/2016*)

Le Premier ministre Ahmet Davutoğlu, s'exprimant devant les responsables de la province de Mardin, à majorité kurde le 5 février, « a dévoilé un nouveau plan en dix points destiné à ramener la sécurité dans le sud-est de la Turquie et à en relancer l'économie, sérieusement affectée par les affrontements meurtriers qui y opposent les forces de sécurité aux membres de l'organisation de terreur du PKK. (...) Son plan prévoit notamment une enveloppe de 26,5 milliards de livres (environ 8 milliards d'euros) pour relancer l'activité, notamment par des encouragements aux investissements et des subventions aux PME et aux agriculteurs. Le plan inclut aussi un volet sécuritaire afin d'"instaurer l'ordre public" dans la zone, a

ajouté M. Davutoglu sans donner davantage de détails. Dans son discours, le Premier ministre islamo-conservateur a également écarté toute possibilité de "décentralisation".» (AFP, 05/02/2016) Le Premier ministre a cependant exclu toute reprise des discussions avec le PKK. (Reuters, 05/02/2016)

Le projet de la nouvelle Constitution

« Le Parlement turc a encore échoué à s'entendre sur une réforme de la Constitution en raison du refus par l'opposition de la présidentialisation du régime exigée par le chef de l'Etat Recep Tayyip Erdogan, qui a proposé ce mercredi [17 février] d'en appeler aux électeurs.(...) Depuis son élection à la tête de l'Etat en 2014 Recep Tayyip Erdogan, qui a dirigé auparavant le gouvernement pendant onze ans, milite avec insistance pour une présidentialisation du système politique turc, qui accorde au Premier ministre l'essentiel du pouvoir exécutif. Mais ses rivaux refusent catégoriquement de graver dans le marbre constitutionnel le renforcement des pouvoirs d'un homme qu'ils accusent déjà de dérive autoritaire. » (AFP, 17/02/2016)

« Les deux principaux partis d'opposition turcs ont annoncé leur retrait de la commission chargée de plancher sur la réforme de la Constitution voulue par le président Recep Tayyip Erdogan, mais la rédaction de la nouvelle Loi fondamentale va se poursuivre, a déclaré mercredi le Premier ministre Ahmet Davutoglu. Après le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate et laïque) mardi soir [16 février], le Parti d'action nationaliste (MHP, extrême droite nationaliste) a fait savoir mercredi que son représentant ne participerait plus aux débats. (...)

Dans un discours retransmis à la télévision, Ahmet Davutoglu a néanmoins assuré mercredi que le parti au pouvoir (AKP, Parti de la justice et du développement) allait continuer à plancher sur le nouveau texte. "Il est de notre devoir de parvenir à un compromis sur une nouvelle Constitution sans condition préalable", a déclaré le chef du gouvernement. "J'appelle tous les partis d'opposition à s'asseoir autour de la table et à discuter de tous les sujets. » (Reuters - 17/02/2016)

« Le parti du président (AKP) a remporté la majorité absolue lors du scrutin législatif du 1er novembre. Mais avec 317 des 550 sièges de députés, il ne détient pas la majorité qualifiée nécessaire pour organiser seul un référendum (330) ou encore faire voter une réforme constitutionnelle (367). » (AFP, 17/02/2016)

La résistance contre un projet minier à Artvin

Des milliers d'habitants d'Artvin et des alentours sont mobilisés contre un projet minier jugé nocif pour l'environnement. Le projet conduit par le groupe Cengiz Holding, dirigé par un proche de Recep Tayyip Erdogan, prévoit le rasage de forêt vierge sur un site naturel. (AFP, 21/02/2016)

« Samedi [20 février], le Premier ministre Ahmet Davutoglu a assuré que le projet était sans danger pour l'environnement et mis en garde contre "toute provocation" qu'il a promis de réprimer. Les associations écologistes jugent le démarrage de ce projet "illégal". La justice avait initialement suspendu en 2014 les permis d'exploitation de cette mine, avant qu'un rapport d'impact environnemental n'en autorise finalement le démarrage. » (AFP, 21/02/2016)

Des affrontements ont lieu depuis plusieurs semaines. «Les forces de l'ordre étaient intervenues à plusieurs reprises pour déloger les manifestants qui bloquent l'accès au site. » (AFP, 21/02/2016) « La police a fait l'usage de gaz lacrymogènes et a érigé des barrages pour séparer les véhicules de la compagnie minière et des services de sécurité des manifestants. Un député du CHP (Parti républicain du peuple, le principal parti d'opposition), Uğur Bayraktan, a initié un sit-in et une grève de la faim devant la préfecture d'Artvin. Le Parti démocratique des peuples (HDP, pro-kurde), s'est joint au CHP et aux manifestants en déclarant "Nous supportons la résistance légitime et juste du peuple d'Artvin".» (Lepetitjournal.com/Istanbul, 18/02/2016)

4. Union européenne

Le financement d'un fonds d'aide aux réfugiés syriens en Turquie

« L'UE a approuvé mercredi [3 février] les modalités du financement d'un fonds d'aide de trois milliards d'euros destiné aux 2,5 millions de réfugiés syriens vivant en Turquie, promis en contrepartie de l'aide d'Ankara pour freiner les flux migratoires vers l'Europe. (...) "L'argent que nous mettons sur la table va directement bénéficier aux réfugiés syriens en Turquie. Il aidera notamment à améliorer leur accès à l'éducation et à la santé", a expliqué le vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans. Ce fonds doit être financé pour deux milliards d'euros par les Etats membres et pour un milliard par le budget de l'UE. L'Italie bloquait depuis des semaines la mise en place de ce volet crucial de l'accord entre l'UE et Ankara conclu fin novembre pour amener la Turquie à mieux endiguer l'afflux de migrants.(...) Selon plusieurs sources diplomatiques à Bruxelles, Rome demandait des garanties à la Commission européenne afin d'éviter que sa contribution au fonds ne vienne alourdir son déficit, qui doit rester sous la barre des 3% du Produit intérieur brut (PIB) en vertu du Pacte de stabilité et de croissance européen.

L'Italie semble avoir obtenu gain de cause puisqu'une mention explicite en ce sens figure dans les "termes de référence" du fonds. (...) L'Italie devra contribuer à hauteur de 224 millions d'euros. Matteo Renzi, dont le pays est, avec la Grèce, géographiquement en première ligne dans la crise migratoire, réclame que les dépenses liées à l'immigration fassent l'objet de "flexibilité" dans les calculs budgétaires de Bruxelles. (...) "La France doit apporter 309 millions d'euros au fonds, l'Allemagne 427 millions et la Grande-Bretagne 327 millions." » (AFP, 03/02/2016) «L'Italie, qui avec la Grèce est le principal point d'entrée des migrants dans l'UE, exigeait également que l'utilisation des fonds alloués à la Turquie soit strictement contrôlée. » (Reuters, 01/02/2016)

« Ankara et l'Union européenne (UE) ont signé en novembre un accord pour tenter d'enrayer le flot des migrants partant des côtes turques vers la Grèce. En échange de trois milliards d'euros et d'une relance du processus en vue de son adhésion, la Turquie s'est engagée à mieux contrôler ses frontières maritimes et à lutter contre les passeurs. Mais cet accord n'a eu que peu d'effet. Les Européens exigent des Turcs qu'ils agissent plus, vite. Les Turcs leur reprochent en retour de ne pas accueillir assez de réfugiés. (...) "La Turquie veut obtenir plus de concessions, notamment plus d'argent de l'UE", résume Marc Piérini, ex-ambassadeur de l'UE à Ankara, et chercheur à la fondation Carnegie Europe, "c'est un marchandage pas très glorieux, notamment pour l'Europe qui a mis sous le tapis ses valeurs de démocratie et de liberté". "Les Turcs utilisent-ils cette crise pour d'autres raisons ? Certains voient dans l'accueil des réfugiés à la frontière syro-turque une esquisse des fameuses "zones de sécurité" qu'Ankara réclame depuis des mois, sans succès. "Elles ne peuvent être que provisoires", tempère» Sinan Ülgen, directeur du Centre d'études sur les affaires politiques et économiques (Edam) d'Istanbul. (AFP, 10/02/2016)

« Les inquiétudes liées à la crise migratoire conduisent l'Union européenne à fermer les yeux sur les violations des droits de l'homme en Turquie, l'UE ayant besoin de ce pays pour faire face à l'afflux de migrants, a déclaré mardi [16 février] la Néerlandaise Kati Piri, rapporteur du Parlement européen sur la Turquie. (...) "Le processus d'adhésion (de la Turquie à l'UE) doit être lié aux réformes démocratiques, à l'état de droit et à la question kurde", a déclaré Kati Piri à Reuters. "L'Union européenne donne un mauvais signal en liant ce processus aussi directement à l'immigration", a-t-elle ajouté. "Si l'UE ne demande pas un cessez-le-feu immédiat et la reprise du processus de paix (avec les Kurdes), nous pourrions faire face à un nouvel afflux de réfugiés, qui cette fois seront originaires de Turquie." » (Reuters, 17/02/2016)

5. International

Turquie – Russie

« Turcs et Russes se livrent une guerre par procuration en Syrie, les uns soutenant des groupes rebelles qui combattent l'armée d'Assad appuyée par les autres. Mais l'escalade verbale des derniers jours suscite des inquiétudes concernant la possibilité d'une confrontation directe entre Moscou et Ankara. » (AFP, 16/02/2016)

« L'entrée en action fin septembre des bombardiers russes et les tirs de l'artillerie turque ces derniers jours sur des positions kurdes en Syrie ont en effet créé une crise annexe de plus dans la bombe à fragmentation géopolitique que constitue la guerre en Syrie. (...) »

Dans une diatribe contre le Kremlin, le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a ainsi fustigé mardi [16 février] les bombardements "barbares" et "lâches" des avions russes en Syrie, noyant selon lui sous les bombes indistinctement combattants et civils.

La veille, il avait déjà accusé la Russie de se comporter "comme une organisation terroriste" et avait promis "une riposte extrêmement résolue" au Kremlin. (...)

Pour sa part, Moscou n'a pas manqué de dénoncer une politique "provocatrice" d'Ankara après le pilonnage par l'artillerie turque de positions kurdes dans la province syrienne stratégique d'Alep." (AFP - 16/02/2016) Le Kremlin a estimé "que de tels actes attisaient la tension entre Ankara et son voisin du sud." (Reuters, 20/02/2016)

« "La crise syrienne a réveillé la rivalité ancestrale entre les empires russe et ottoman. Avec, en arrière-plan, des enjeux stratégiques qui n'ont guère changé : l'accès aux mers chaudes, l'influence sur l'Asie centrale et le Caucase" estime Pierre Beylout. » (LePoint.fr, 20/02/2016)

« La question kurde est l'une des principales pierres d'achoppement en Syrie - au delà du destin du président Bachar Al-Assad - entre les deux pays. (...) Les Kurdes syriens ont su nouer des ententes d'opportunité avec la Russie qui défend désormais contre Ankara leur volonté de participer aux négociations de paix. En février, ils ouvraient un bureau de représentation à Moscou. » (AFP, 16/02/2016)

Selon le politologue Ahmet Insel, «le risque d'un basculement dans la guerre n'est plus totalement exclu. Si la Turquie n'était pas membre de l'Otan, une confrontation directe avec la Russie aurait déjà pu avoir lieu. On est très proche d'un conflit, il peut y avoir, à tout moment, un basculement à cause d'un événement incontrôlé. » (LeFigaro.fr, William Plummer, 16/02/2016)

« Bien qu'elle soutienne officiellement Ankara, l'Otan tente d'empêcher à tout prix les Turcs de toute action irréfléchie en Syrie", explique l'expert militaire indépendant Alexandre Goltz. Les États-Unis ont ainsi exhorté la Russie et la Turquie à "se parler directement" et "prendre des mesures" pour éviter toute escalade dans le conflit. "Nous pouvons passer à un nouveau niveau, très dangereux: celui de la confrontation armée directe entre pays de la région", a pour sa part averti le secrétaire général de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), alliance regroupant la Russie et d'anciennes républiques soviétiques, Nikolaï Bordiouja, cité par l'agence Interfax. » (AFP, 16/02/2016)

« "La Russie se prépare, elle déploie sa force et ses moyens militaires en vue d'une guerre contre la Turquie", écrit Pavel Felguengauer, spécialiste militaire russe, dans l'hebdomadaire Novoe Vremia du 12 février 2016. » (Le Monde, Marie Jégo, 15/02/2016)

« Damas, dont les forces ont quasiment encerclé Alep, la deuxième ville du pays, grâce à l'appui russe et iranien, a accusé Ankara d'avoir déployé une centaine de soldats en Syrie, ébauche d'une intervention au sol qui pourrait déboucher sur une "guerre mondiale" d'après Moscou. » (Les Echos, Yves Bourdillon,

16/02/2016) Par ailleurs, «"le ministère russe de la Défense a constaté des signes de plus en plus nombreux selon lesquels les forces armées turques se préparent à lancer des opérations sur le territoire syrien", a déclaré le porte-parole du ministère russe de la Défense, [le général] Igor Konachenkov. » (Reuters, 04/02/2016) « Le général a en outre de nouveau affirmé avoir des "preuves irréfutables" de tirs d'artillerie turcs sur des localités syriennes inhabitées proches de la frontière, au nord de la province de Lattaquié. Il a également accusé Ankara d'armer via sa frontière, sous couvert de "convois humanitaires", les groupes combattant dans les régions syriennes d'Alep et d'Idleb. » (AFP, 04/02/2016) « En portant de telles accusations, les Russes cherchent à cacher leur propres crimes en Syrie, ont déclaré les services du Premier ministre turc Ahmet Davutoglu. » (Reuters - 04/02/2016)

«"Il y a un risque de guerre entre la Turquie et la Russie", a déclaré vendredi François Hollande [Interrogé] sur France Inter entre deux sessions de travail au Conseil européen de Bruxelles, demandant de tout faire pour éviter une escalade entre ces deux pays. (...) Sur la Syrie, d'où proviennent la plupart des réfugiés qui cherchent à entrer en Europe, "il faut que les négociations reprennent vite, que les bombardements cessent et que l'aide arrive", a dit François Hollande. » (Reuters, 19/02/2016)

Turquie-Etats-Unis

« L'ambassadeur des Etats-Unis à Ankara a été convoqué mardi [9 février] au ministère turc des Affaires étrangères après des déclarations la veille de la diplomatie américaine réaffirmant que le principal parti kurde de Syrie n'était pas "terroriste", ont rapporté les médias. Les autorités turques, qui considèrent le Parti de l'union démocratique (PYD) comme un groupe "terroriste", lui ont fait part de leur "malaise" après que le porte-parole du département d'Etat américain John Kirby eut rappelé lundi que le PYD n'était pas aux yeux de Washington un groupe "terroriste", selon le quotidien Hürriyet citant des diplomates turques. (...) Depuis plusieurs mois, le soutien militaire apporté par les Etats-Unis au PYD et à ses milices, les Unités de protection du peuple (YPG), constitue une source de frictions récurrente entre Washington et Ankara. Officiellement, l'administration américaine salue quasiment quotidiennement la contribution de l'allié turc à la coalition internationale contre l'EI. Dans le privé, des diplomates ne cachent pas les frictions qui affluent entre Washington et Ankara sur la meilleure manière de combattre les jihadistes. » (AFP, 09/02/2016)

Le Président Recep Tayyip Erdoğan « a vertement critiqué la visite rendue récemment aux combattants des Unités de protection du peuple (YPG) qui contrôlent la ville syrienne de Kobané par Brett McGurk, l'envoyé spécial du président américain Barack Obama pour la coalition internationale antijihadiste. (...) Grâce au soutien militaire de la coalition dirigée par Washington, elles ont repoussé il y a un an l'offensive lancée par le groupe Etat islamique (EI) sur la ville de Kobané, toute proche de la frontière turque, à l'issue de plusieurs mois d'une féroce bataille. » (AFP, 07/02/2016)

Turquie-Israël

« La Turquie et Israël sont "proches" d'un accord sur la normalisation de leurs relations diplomatiques, en crise depuis l'assaut des forces israéliennes contre une flottille turque à destination de Gaza en 2010, a indiqué mardi un haut responsable turc.(...) Après plusieurs années de climat glacial, nourri notamment par une série de violentes déclarations anti-israéliennes de M. Erdogan, les liens entre les deux pays se sont réchauffés et ont permis des discussions en Suisse en décembre. La Turquie a posé trois conditions à une normalisation: des excuses publiques pour l'incident de 2010, des indemnités financières pour les victimes et la levée du blocus imposé par Israël à Gaza, contrôlé par le mouvement islamiste palestinien Hamas. (...) Le quotidien israélien Haaretz a [récemment] rapporté que le ministre de la Défense de l'Etat hébreu, Moshe Yaalon, exigeait par ailleurs dans le cadre des discussions le retour des corps de deux soldats tués à Gaza pendant l'été 2014. Les analystes suggèrent que le désir de rapprochement manifesté par Ankara a été accéléré par la crise diplomatique qui affecte ses relations avec la Russie, avec un intérêt particulier pour les réserves de gaz israéliennes. » (AFP, 06/02/2016)

Turquie-France

La chancelière allemande Angela Merkel et le Président français François Hollande se sont réunis dimanche 7 février « à Strasbourg pour préparer la mobilisation des Européens face à la crise des réfugiés, qui menace de disloquer l'Union. Pour Paris, il faut que la Turquie réinstaure les visas avec le Pakistan, l'Afghanistan et les pays du Maghreb. (...) Les tensions suscitées entre les Etats membres par l'afflux de réfugiés menacent l'espace Schengen de libre-circulation, dont la destruction risque, selon le président de la Commission Jean-Claude Juncker, d'entraîner l'euro dans sa chute. (...) La plus grande partie du flux de migrants dans ce pays vient actuellement du Pakistan, d'Afghanistan et d'Afrique du Nord, Ankara n'exigeant pas de visa pour leurs ressortissants. Pour Paris, il faut que la Turquie réinstaure les visas avec ces pays ou qu'elle "réadmette" les migrants qu'elle a accueillis sur son sol et qui sont partis à l'Ouest. » (*Reuters, 05/02/2016*)

6. Economie

« Nexans conclut un contrat avec Dogus Construction »

« Nexans a conclu un contrat avec Dogus Construction pour l'alimentation électrique d'une nouvelle ligne du métro d'Istanbul (Turquie), a-t-on appris [le 16 février].

Le fabricant [français] de câbles industriels fournira à DCG des câbles d'énergie BT et MT Alsecure dans le cadre d'un contrat d'un montant de 11 millions d'euros. Lesdits câbles seront destinés à une nouvelle ligne de métro de 20 kilomètres desservant la banlieue de l'agglomération stambouliote et qui sera marquée par la construction de 16 nouvelles stations, un projet commandé par la municipalité d'un montant de 563 millions d'euros et d'une capacité de 65.000 voyageurs à l'heure dans chaque direction.

La livraison des câbles sera échelonnée tout au long de l'année, à raison d'un lot toutes les 6 semaines. Le projet sera achevé en 2017. » (*Cercle Finance, 16/02/2016*)

« Les aéroports turcs "s'envolent" »

« Le Conseil international des aéroports (ACI Europe), une organisation professionnelle qui compte plus de 500 aéroports membres, révèle dans un rapport publié le 5 février que les aéroports turcs enregistrent une croissance constante du nombre de leurs passagers, faisant de l'aéroport Atatürk d'Istanbul le troisième d'Europe en termes de trafic, avec 61,8 millions de passagers transportés l'an dernier, derrière Paris-Charles de Gaulle (65,7 millions) et London-Heathrow (74,9 millions). (...) Les deux aéroports d'Istanbul et celui d'Izmir ont connu une croissance notable, de plus de 9% pour Atatürk, 19,7% pour Sabiha Gökçen et 12,1% pour Izmir. L'aéroport d'Istanbul Sabiha Gökçen change d'ailleurs de catégorie et génère désormais un trafic de plus de 25 millions de passagers par an. » (*Lepetitjournal.com/Istanbul, Aline Joubert, 08/02/2016*)

La dette des entreprises turques

« L'expert en assurance-crédit Coface a alerté sur la situation financière des entreprises turques, dans son "Baromètre risque pays, les grands enjeux 2016". La dette des entreprises turques, dont la part dans le PIB (Produit intérieur brut) a doublé depuis 2008, atteint 60%. Elles sont ainsi les deuxièmes plus endettées de la planète, derrière les entreprises chinoises. De plus, les entreprises turques sont parmi les plus exposées au risque de change, car un tiers de leur dette est libellé en dollar. La chute de la devise turque par rapport au billet vert alourdirait considérablement le poids de la dette à rembourser. (...) En outre, le rapport note l'impact négatif de l'embargo russe sur l'activité économique turque : autour de -0,7 point de PIB. Toutefois, le tableau de la Turquie dressé par Coface n'est pas totalement noir. L'assureur crédit n'a pas dévalué la notation du pays (B) et ne l'a pas davantage placé sous surveillance négative. La croissance turque augmenterait même légèrement en 2016 (3,6% contre 3,4% en 2015), grâce à

l'apaisement attendu des tensions politiques. Du côté des ménages, la progression des salaires et de l'emploi pourrait jouer en faveur d'une demande intérieure dynamique. Le rapport souligne aussi les atouts de la Turquie : la qualité de sa main d'oeuvre, la vitalité de sa démographie, la solidité des finances publiques et de son système bancaire ou encore sa situation géographique attractive, entre Europe et Moyen-Orient. » (*Lepetitjournal.com/Istanbul, Solène Permanne, 03/02/2016*)

Le travail illégal d'enfants syriens

« Les chaînes de magasins de vêtements H&M et Next ont découvert que des enfants syriens travaillaient illégalement dans des usines de leurs fournisseurs en Turquie. Selon le rapport de l'ONG Business and Human Rights Resource Centre, qui travaille sur la responsabilisation des entreprises aux questions de droits de l'homme, les deux entreprises sont parmi les rares à être intervenues après avoir découvert la présence d'enfants syriens travaillant dans trois usines turques de leurs fournisseurs (deux de Next et une de H&M). (...) L'ONG a interrogé 28 marques et n'a obtenu de réponse complète à son questionnaire que de dix d'entre elles. Au total, quatre marques ont indiqué avoir trouvé des réfugiés travaillant clandestinement dans les usines de leurs fournisseurs en 2015. » (*LeParisien.fr, 02/02/2016*)

« Selon ce rapport, quatre grandes marques internationales de textile (H&M, NEXT, C&A et Primark) ont reconnu avoir trouvé parmi le personnel des usines de leurs fournisseurs des réfugiés syriens. (...) L'étude note qu'ils sont également soumis à des salaires dérisoires. (...) Pire, uniquement trois enseignes (NEXT, Inditex et White Stuff) sur les 28 interrogées ont été en mesure de produire un plan d'action concret quant au traitement des réfugiés. Toute forme de discrimination à leur encontre y est notamment formellement condamnée. Par ailleurs, H&M s'est joint à NEXT pour élaborer un plan de protection des enfants syriens découverts dans leurs usines après ces audits. Depuis le début de la guerre en Syrie en mars 2011, la Turquie a accueilli entre 2,2 et 3 millions de réfugiés. Toutefois, moins de 4.000 permis de travail leur ont été délivrés à ce jour. » (*Lepetitjournal.com/istanbul, Aline Joubert, 02/02/2016*)

La liste des sources et des journalistes ayant couvert le sujet turc (février 2016)

Le Figaro

Anne Andlauer
Georges Malbrunot
William Plummer

Le Monde

Marie Jégo

Libération

Marc Semo
Ragıp Duran
Jean-Pierre Perrin

Les Echos

Adrien Lelièvre

Le Point

Quentin Raverdy

LePoint.fr

Pierre Beylout

Lepetitjournal.com/Istanbul

Aline Joubert
Solène Permanne
Noémie Peycelon

Cercle Finance

Mécène Principal *Main Supporter*



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org